

Editorial de Jean-Claude MAILLY

Nous précisons bien: Les salaires

Certaines promesses de campagne n'ont pas été rangées au rang des priorités. Comme par hasard, c'est le cas pour l'augmentation du pouvoir d'achat qui touche fondamentalement aux modalités de production et de redistribution des richesses produites.

Force Ouvrière ne peut en aucun cas accepter que pour voir son pouvoir d'achat s'améliorer, il faille travailler plus ou attendre que les prix baissent.

L'augmentation des salaires est une revendication incontournable, dans le public comme dans le privé. Et nous précisons bien: des salaires.

Nous avons confirmé par écrit au Premier ministre début octobre, sans aucune réponse à ce jour, nos revendications précises.

Dans le public: ouverture d'une négociation pour 2007. La décision appartient au gouvernement et à lui seul, car c'est le patron des fonctionnaires.

Dans le privé: coup de pouce au SMIC, ouverture automatique des négociations salariales de branches après toute augmentation du Smic, baisser le volume des exonérations de cotisations sociales aux entreprises et/ou aux branches sans accord salarial.

Bien entendu, cela ne règle pas le problème global des exonérations de cotisations, en particulier non compensées, mais il s'agit de réduire leur volume en l'absence d'accord salarial.

Nous exigeons, enfin, la mise en place concrète du chèque transport, mis au placard depuis dix mois.

Toute autre mesure éventuelle (fiscalité par exemple) ne peut en aucun cas se substituer à la question salariale. Le président de la République doit faire des annonces dans la semaine. Nous serons plus que vigilants et fermes sur nos revendications, rappelant que nous nous situons dans un processus de mobilisation interprofessionnelle sur l'augmentation du pouvoir d'achat des salaires.

Par ailleurs, toute idée visant à accorder, d'une manière ou d'une autre, de nouvelles exonérations de cotisations est contournable: on ne peut à la fois préserver les régimes de protection sociale collective et les priver de recettes! Rappelons qu'il existe déjà 57 ou 58 mesures d'exonération, ce qui est inacceptable.

Rappelons aussi que pour améliorer les niveaux des retraites et pensions et bloquer les compteurs à 40 ans, comme nous l'avons réaffirmé cette semaine, il faudra aussi des financements.

Sur un autre plan, la négociation interprofessionnelle avec le patronat sur la «modernisation du marché du travail» se poursuit. Visiblement, le Premier ministre trouve qu'elle ne va pas assez vite et indique que le gouvernement va intervenir.

Il a déclaré à Stockholm: «Le gouvernement va s'en mêler car les négociations commencent à s'enliser.»

Le Premier ministre confondant allègrement, notamment depuis 2003, réforme et contre-réforme, nous lui conseillons fermement de respecter la liberté de négociation.

Enfin, cette semaine, le 27 novembre, les salariés de l'ANPE et de l'UNEDIC seront en grève contre la fusion de leurs organismes. La Confédération, qui est la seule à s'opposer clairement à cette fusion dans l'intérêt des salariés et des chômeurs, les soutient activement.

On ne règle pas le problème du chômage en augmentant les possibilités de sanctions et radiations, mais en changeant la politique économique.